

> CORRIGÉ

Situation

Albert Lequin est décédé ce jour à l'âge de 96 ans à l'hôpital de Nancy. Après avoir pris soin d'annoncer la triste nouvelle aux amis et à leur famille, son fils Antoine a immédiatement prévenu la mairie de son village, et a rempli l'ensemble des démarches administratives auprès de la banque de son père et de la caisse de retraite qui lui versait sa pension.

Après les funérailles, une réunion de l'ensemble de la famille chez le notaire, Maître Vintedeu, a permis de découvrir le testament d'Albert. Celui-ci avait rédigé un long courrier où il expliquait que son fils Antoine, âgé de 68 ans, sa petite-fille Caroline âgée de 42 ans étant déjà installés dans la vie et n'ayant plus besoin de son soutien financier, c'était donc à Timothy (17 ans) et Scott (14 ans), les enfants de Caroline, qu'il léguait la quotité disponible¹ de ses biens. Ainsi, Timothy héritera des actions que détenait encore son arrière-grand-père de la société de cosmétique qu'il avait fondée, il y a plus de 50 ans, et dont il était encore actionnaire majoritaire. Quant à Scott, il reçoit lui, pour une valeur identique, un appartement de Nancy où Albert avait vécu autrefois avant de trouver asile ses dernières années chez sa petite fille Caroline.

Derrière cette volonté d'aider financièrement les plus jeunes, l'ensemble de la famille comprend aussi qu'à travers sa décision Albert espère sans aucun doute faire venir à Nancy ses arrière-petits-enfants qui n'ont jamais réellement vécu en France. En effet, Caroline, née elle-même à Nancy, a quitté cette ville au cours de ses études universitaires, pour un stage en Angleterre... dont elle n'est jamais revenue. Mariée à Andrew, elle est une Française expatriée à Londres où sont nés Timothy et Scott.

Timothy, qui n'a jamais été très attiré par les études, souhaiterait vivement reprendre les rênes de la société de son arrière-grand-père. Atteint de la maladie d'Alzheimer, celui-ci avait dû en laisser la direction à un gérant que Timothy souhaiterait aujourd'hui remplacer. Ses parents sont opposés à cette décision, mais celui-ci fait valoir que les actions lui appartiennent et que c'est donc lui seul qui décidera.

Ils vous consultent alors avant de prendre une décision.

1. En matière de succession, la loi attribue aux héritiers (ici ses enfants) les 2/3 des biens. Le reste est la quotité disponible, transmis librement.

Doc. 1

Extraits du Code civil

Article 389 – Si l'autorité parentale est exercée en commun par les deux parents, ceux-ci sont administrateurs légaux. Dans les autres cas, l'administration légale appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale.

Article 389-3 – L'administrateur légal représentera le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes.

Article 413-6 – Le mineur émancipé est capable, comme un majeur, de tous les actes de la vie civile.

Il doit néanmoins, pour se marier ou se donner en adoption, observer les mêmes règles que s'il n'était point émancipé.

Article 413-7 – Le mineur émancipé cesse d'être sous l'autorité de ses père et mère.

Ceux-ci ne sont pas responsables de plein droit, en leur seule qualité de père ou de mère, du dommage qu'il pourra causer à autrui postérieurement à son émancipation.

Article 413-8 – Le mineur émancipé peut être commerçant sur autorisation du juge des tutelles au moment de la décision d'émancipation et du président du tribunal de grande instance s'il formule cette demande après avoir été émancipé.

Doc. 2

Dans quels cas un mineur peut-il s'émanciper ?

Un mineur peut être émancipé :

- soit de plein droit par son mariage,
- soit à 16 ans passés par décision du juge des tutelles rendue à la demande soit du père et de la mère, soit de l'un d'eux, après avoir entendu l'autre parent, sauf impossibilité de celui-ci de se manifester,
- soit par décision du juge des tutelles à la demande de l'un des membres du conseil de famille (réunion de parents ou d'amis proches qui s'occupent des intérêts du mineur, présidée par le juge des tutelles). La convocation du conseil de famille peut être demandée par le tuteur, par un membre du conseil ou par le mineur.

Comment la demander ?

Adressez-vous au tribunal de grande instance du domicile du mineur.

vosdroits.service-public.fr

> Analyser (13 points)

- ❶ Qualifiez juridiquement avec précision l'ensemble des personnes évoquées dans la situation précédente. (3 points)

- Personnes physiques : Albert Lequin, personne physique (jusqu'à son décès, date à laquelle disparaît sa personnalité juridique) ; les amis et la famille, Antoine, Maître Vintedeu, Caroline, Timothy, Scott, le gérant de la société de cosmétique.

- Personnes morales de droit public : hôpital de Nancy, mairie de Nancy, la caisse de retraite d'Albert (statut difficile à établir que celui de la Sécurité Sociale et de ses différentes caisses, de droit public au niveau national et de droit privé au niveau départemental).

- Personnes morales de droit privé : la banque d'Albert, la société de cosmétique fondée par Albert.

- ❷ Expliquez juridiquement pourquoi Albert Lequin ne dirigeait plus la société qu'il avait fondée. (3 points)

Si les personnes juridiques, de par leur statut, bénéficient toutes de certains droits et obligations (capacité de jouissance), elles ne sont pas toujours à même d'exercer elles-mêmes ces droits et obligations (capacité d'exercice).

Dans le cas d'Albert, personne âgée atteinte de la maladie d'Alzheimer dont on sait qu'elle altère les facultés mentales, il y a fort à parier qu'il n'était plus en situation intellectuelle de diriger une société.

C'est la raison pour laquelle on peut légitimement penser qu'il avait juridiquement le statut d'incapable majeur lui interdisant certains actes civils et commerciaux (tout au moins sans l'intervention de son représentant légal).

- ❸ Déterminez le domicile d'Albert Lequin avant sa mort. Justifiez votre réponse. (2 points)

Le domicile est le lieu du principal établissement de la personne physique.

Or, ces dernières années, Albert a été pris en charge par sa petite-fille Caroline chez qui il a vécu.

C'est donc bien la résidence de sa petite-fille en Angleterre (plus que son appartement nancéen) qui correspond à la notion juridique de domicile.

- ❹ Qualifiez juridiquement les faits évoqués précédemment. (3 points)

Albert Lequin, personne physique, incapable majeur, est décédé en laissant un patrimoine qu'il a choisi de partager en grande partie entre ses arrière-petits-enfants. L'un d'entre eux, un mineur français résidant en Angleterre, a reçu les parts d'une société. Devenu actionnaire majoritaire, ce dernier souhaite exercer la gérance de cette société à la place du gérant actuel.

- 5 En quoi la situation créée par l'héritage d'Albert Lequin pose-t-elle un problème juridique ? (2 points)

La situation créée par l'héritage d'Albert Lequin pose la question de savoir si un mineur de 17 ans peut être gérant d'une société dont il est devenu l'actionnaire majoritaire.

> Argumenter (7 points)

- 6 Proposez une solution juridique qui répondrait aux vœux de Timothy. (4 points)

Selon l'article 389-3, l'administrateur légal (en général, les parents) représentera le mineur dans tous les actes civils et (par interprétation a contrario de l'article 413-8) commerciale. Il n'est donc pas possible pour Timothy, 17 ans, de devenir gérant de la société, sauf à bénéficier d'une émancipation.

Selon l'article 413-7 du Code civil, le mineur émancipé cesse d'être sous l'autorité de ses père et mère, ce qui signifie qu'il peut alors agir comme un majeur capable.

Il faudra donc effectuer une demande d'émancipation auprès du tribunal de grande instance. Il faudra cependant pour Timothy parvenir à convaincre au moins un de ses parents d'en faire la demande auprès du TGI puisque celle-ci ne peut émaner du mineur.

Il peut aussi attendre sa majorité pour exercer ses droits.

À noter que l'on ne rentrera pas dans les détails du statut de l'associé ou du gérant qui peuvent conférer dans certains cas (Société en Nom Collectif) le statut de commerçant (ce qui n'est pas le cas des autres sociétés dites commerciales).

- 7 Scott (pour qui la ville de Nancy n'a que peu d'intérêt) peut-il vendre l'appartement dont il a hérité de son arrière-grand-père ? (3 points)

Règle	Selon l'article 389-3 du Code civil, l'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes de la vie civile.
Faits	Or, Scott est âgé de 14 ans, ce qui ne lui laisse aucun espoir d'une émancipation (sauf mariage peu probable).
Conclusion	Donc, il ne pourra pas faire procéder seul à la vente de cet appartement. Ce sont donc ses parents qui pourront le faire vendre dans son intérêt, s'ils le souhaitent.